

<https://www.xn--lecanardrepublcain-jwb.net/spip.php?article737>



Régionales : Alain Rousset, les « socialistes » et les poissons volants. Où va l'argent public ?

- Dossiers - Régionalisme -



Date de mise en ligne : samedi 14 novembre 2015

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

D'après l'article XIV de la [Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789](#), « Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Quelles sont les entreprises et les secteurs d'activité bénéficiant de l'aide publique sous les présidences « socialistes » en Aquitaine et en Limousin ?

Ci-dessous, une vidéo élaborée à partir d'extraits de deux débats [1] ayant eu lieu en octobre dans le cadre des élections pour la région *Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes*. Précisons que Virginie Calmels, l'ex-présidente d'Endemol France, est adjointe depuis 2014 d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux, mais aussi membre du [club Le Siècle](#) [2].



[copie](#)

On comprend mieux l'embarras d'Alain Rousset le 22 octobre dernier en sachant qu'il est l'un des deux Vice-Présidents du Cercle de l'Industrie (C.I.) [3]. Son Délégué général, François Gayet [4], avait présenté ce cercle le 15 avril au Sénat en ces termes : « Il regroupe trente-cinq groupes industriels, qui sont souvent des leaders mondiaux dans leur domaine. Ensemble, au niveau mondial, ces groupes représentent 865 milliards d'euros de chiffre d'affaires et emploient 2,7 millions de personnes. Le cercle a été créé en 1993 pour être un lieu de dialogue entre le monde de l'industrie et les institutions, au niveau national et européen. [...]. Nous ne sommes pas un organisme représentatif au sens des partenaires sociaux comme peut l'être le Mouvement des entreprises de France (Medef) mais il existe d'autres types d'organisations, par exemple l'Association française des entreprises privées (Afed) qui regroupe aussi des grandes entreprises de secteurs divers - finance, banque, grande distribution, etc. Nous représentons spécifiquement l'industrie, publique comme privée, et comptons aussi parmi nos membres des personnalités politiques, Alain Lamassoure et Alain Rousset, nos deux vice-présidents, ainsi que Gilles Carrez et Gérard Collomb. Nous ne considérons pas comme un *lobby* qui défendrait tel ou tel amendement auprès des parlementaires mais comme une instance de dialogue. Au niveau européen, nous disposons d'un bureau à Bruxelles et organisons régulièrement des rencontres avec les commissaires européens. » [5]

Il est d'autant plus facile actuellement pour le C.I. de côtoyer la Commission de Bruxelles avec la présence dans cette dernière de son ancien Vice-Président Pierre Moscovici [6], commissaire européen aux Affaires économiques. Un commissaire européen n'attend pas la fin de son mandat pour flirter avec les multinationales, il le fait avant et pendant [7]. Parmi les membres du C.I., le « socialiste » Gérard Collomb, sénateur - maire de Lyon, avait prononcé un discours à l'occasion de la Première convention des fédéralistes européens le 16 mars 2013 devant les principaux représentants de l'[Union européenne des fédéralistes \(UEF\)](#), un mois environ avant le dépôt au Sénat par Marylise Lebranchu du projet de loi de « modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

».

Alain Lamassoure
Vice-Président du Cercle de l'Industrie
Député européen et ancien Ministre,
Président de la délégation française du
groupe PPE (Parti Populaire Européen)

Alain Rousset
Vice-Président du Cercle de l'Industrie
Député à l'Assemblée Nationale,
Président du Conseil régional d'Aquitaine,
Président de l'Association des Régions de
France

Retrouver comme Vice-Présidents du C.I., Alain Lamassoure - *Président d'honneur du Groupe Europe de l'Union des fédéralistes européens* [8] - et Alain Rousset - *Président de l'Association des Régions de France* -, représente le symbole des professionnels de la politique portant des projets inspirés par le grand patronat : le fédéralisme et le régionalisme.

Comment ne pas rappeler le fait que [le fédéralisme européen est la priorité du MEDEF depuis 2012](#), mais aussi que la régionalisation était présentée par Vichy comme l'un des fondements de la Révolution nationale. Au XXe siècle, le régionalisme et le fédéralisme eurent notamment pour missionnaires Jean Charles-Brun et Jean Hennessy, riche propriétaire d'une célèbre maison de négoce en cognac qui adressa au crépuscule de sa carrière politique une lettre au maréchal Pétain le 13 août 1941, véritable plaidoyer pour le fédéralisme [9].

PARTI SOCIALISTE ■ La liste départementale conduite par Eric Corrèia

Une liste au socialisme très bien assumé

Assumer et foncer sans se retourner. Tel semble être les verbes forts de la liste départementale socialiste pour les régionales que conduit Eric Corrèia.

Assumer, d'abord, d'être socialiste puisque les quatre titulaires et les deux suppléants sont tous membres du PS. Assumer la représentativité territoriale de la Creuse, ensuite, en choisissant des candidats du nord et du sud, de l'est et de l'ouest. Manière de mettre un couvercle sur le rude débat des primaires à cette élection, où Michel Moine se faisant héraut du sud et de l'est, avait fait un procès en monopolisation au président de l'agglomération du Grand Guéret qu'est Eric Corrèia.

Foncer sans se retourner, c'est bien dans la manière de la tête de liste creusoise qui entend surplomber les « faux débats » sur la refonte régionale et la Grande région qui en est issue. Pour lui, tout est affaire d'opportunités, tant le nouveau périmètre que la force de la grande collectivité vont en offrir à la pelle à un territoire comme la Creuse. Soutien au développement technologique, notamment la domotique, à l'agriculture, à l'investissement aux infrastructures... tricotent l'enthousiasme du message qu'Eric Corrèia a inscrit sur son matériel de campagne : « La Creuse ne regarde pas dans le rétroviseur des projets et des idées, mais elle avancera aux côtés d'Alain Rousset vers la voie de la modernité, de développement économique et industriel vers le refus de la résignation stérile ». Voilà qui est assumé ■

LA LISTE
Eric Corrèia, 49 ans, infirmier anesthésiste (Guéret). Président de la communauté d'agglomération du Grand Guéret
Geneviève Barrot, 61 ans, agricultrice et responsable d'une coopérative agricole (Saint-Germain-Beaupré).
Jean-Luc Léger, 46 ans, enseignant (Saint-Marc-à-Louboucq). Elu de sa commune depuis 1989 et maire depuis 2011. Conseiller général du canton de Gentoux de 2005 à 2015, conseiller départemental du canton de Felletin.
Sandrine Szcapaniski, 43 ans, attachée territoriale, (Masbaraud-Mérignot), Première adjointe de Masbaraud-Mérignot de 2008 à 2014.
Suppléants : Philippe Boyot, 51 ans (Saint-Vaury) et Anne Briday, 48 ans (Saint-Loop).

LISTE. De gauche à droite : Anne Briday, Sandrine Szcapaniski, Alain Rousset, Philippe Boyot, Eric Corrèia et Geneviève Barrot. PHOTO : JEAN-LUC LÉGER

Eric Donné

Le 14 octobre 2015, le débat sur France 3 Limousin a de nouveau fait entrevoir la distribution si particulière des subventions publiques par le Conseil régional du Limousin, comme cela avait été déjà soulevé dans le cadre de

[l'école privée Calandreta Lemosina](#) et des [Ostensions limousines](#).

Évoquons également le fait que François Hollande souhaite compléter la régionalisation par une ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires remettant en cause l'article 1er de la DDHC de 1789, « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », et qui aboutira à l'ethnisation du politique. Ce projet du Chef de l'État est soutenu en particulier par le député de la Creuse, Michel Vergnier [10], comme celui de la contre-réforme territoriale [11]. La définition de la démocratie pour le maire de Guéret est la suivante : « *Le rapprochement Guéret - La Souterraine, que vous soutenez depuis longtemps, est absent de cette carte. Est-ce un regret ?* »

M.V. : Oui. Je l'ai dit au préfet. Je rêvais d'une grande communauté de communes du grand est et nord creusois de 50.000 habitants et j'ai compris que cela ne se ferait pas. Je pense que c'est dans le sens de l'histoire. Il y a quinze ans, on était quelques uns à vouloir le faire et c'est dommage. [...].

Quel pourrait être le recours des communes opposées au plan proposé par l'État ?

M.V. : Les communes vont donner leur avis mais on ne pourra pas tous les prendre en compte, sauf s'il est unanime au sein d'une même communauté de communes. Sinon, elles ne pourront pas s'opposer dans un premier temps. Ensuite, quand les structures seront connues, des communes peuvent demander à rejoindre une autre intercommunalité. »

Les « socialistes » au pouvoir sont tout simplement les héritiers des contre-révolutionnaires de la période 1789 - 1795 qui firent tous leurs efforts pour supprimer les assemblées primaires communales, institution démocratique par excellence de la Révolution française. Le « sens de l'histoire », M. le député-maire, c'est de rétablir d'urgence la souveraineté populaire en France et l'élection d'une Assemblée constituante au suffrage universel en est le moyen.

Article également publié par l'Association pour une Constituante [12].

[1] 14 octobre 2015 : <https://www.francebleu.fr/infos/politique/regionales-1er-debat-france-bleu-creuse-france-3-limousin-1444745395>
22 octobre 2015 : <http://www.sudouest.fr/2015/10/22/regionales-suivez-le-debat-alain-rousset-virginie-calmels-en-direct-video-2162478-6139.php>

[2] <http://www.lejdd.fr/Medias/Television/Actualite/Portrait-de-Virginie-Calmels-la-story-d-une-secrete-516297>

[3] <http://www.cercleindustrie.eu/fr/le-bureau>

[4] « Diplômé de l'École polytechnique, de l'École nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace et de l'Université de Stanford, François Gayet a débuté sa carrière en tant qu'Ingénieur de l'armement au service de l'Etat, avant d'intégrer en 1975 la société Thomson-CSF (devenue Thalès en 2000). Il y a occupé, entre autres, les fonctions de Directeur général de Thomson-CSF Airsys, de Président-directeur général pour l'Amérique du Nord, de Directeur du Business Group Naval Systems, et de Directeur général de Thales International. A partir de 2005, il devient Secrétaire général d'Aerospace and Defence Industries Association of Europe (ASD), à Bruxelles, qui représente plus de 2000 entreprises. Depuis 2011, il est Délégué général du Cercle de l'Industrie. » Source : <http://www.cercleindustrie.eu/fr/biographie-de-francois-gayet-delegue-general-du-cercle-de-lindustrie>

[5] <http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20150413/eco.html>

[6] Voir J.G., « [Il y a des patrons de gauche, je tiens à vous l'apprendre](#) », *Le Canard républicain*, 27 mai 2012.

Régionales : Alain Rousset, les « socialistes » et les poissons volants. Où va l'argent public ?

[7] Voir Olivia Leprope, « [Quand les anciens Commissaires européens flirtent avec les multinationales](#) », levif.be, 30 octobre 2015 ; J.G., « [Grèce : les milliards du FESF profitent à Spiros Latsis, la plus grosse fortune du pays](#) », *Le Canard républicain*, 3 juin 2012.

[8] Union des Fédéralistes Européens (UEF) : <http://www.federalists.eu/uef/news/alain-lamassoure-a-case-for-an-optimistic-federalism/>

[9] Voir J.G., « [Lettre de Jean Hennessy, régionaliste, fédéraliste, européiste et mondialiste au maréchal Pétain](#) », *Le Canard républicain*, 8 avril 2015.

[10] [http://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/\(legislature\)/14/\(num\)/774](http://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/(legislature)/14/(num)/774)

[11]

http://www.lamontagne.fr/limousin/actualite/2015/10/11/intercommunalite-on-prepare-la-creuse-des-30-ans-a-venir-insiste-michel-vergnier_11616702.html ; copie :



[12]



Article publié sur le site de l'APUC